

**EXTRAIT DU REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU BUREAU DU SYNDICAT
DU 04 FEVRIER 2014**

JP/RT

**OBJET : N° 1.2. – ADMINISTRATION GENERALE –
DEGATS INTEMPERIES 23 / 24 OCTOBRE 2013 –
DEMANDE PARTICIPATIONS FINANCIERES -**

L'an deux mille quatorze, le quatre du mois de février à neuf heures quinze minutes, le BUREAU DU SYNDICAT DES EAUX DU BASSIN DE L'ARDECHE - S.E.B.A. -, dûment convoqué par le Président du Syndicat, s'est réuni au siège du Syndicat, sis quartier Les Vergnades à LARGENTIERE, sous la présidence de M. Jean PASCAL, Président du Syndicat.

Etaient présents :

M. Jean PASCAL, Président du Syndicat,
M. Jean-François CUTTIER, Vice-Président du Syndicat,
M. Jean-Marie DURIEU, Vice-Président du Syndicat,
M. Jean OZIL, Vice-Président du Syndicat,
M. Philippe SAUBIN, Vice-Président du Syndicat,
M. Max THIBON, Vice-Président du Syndicat,

M. Jean COROMINA, Vice-Président du Syndicat,
M. Roland BOULLE, Vice-Président du Syndicat,
M. Jean-Claude BACCONNIER, Vice-Président du Syndicat,
M. Jean-Manuel GARRIDO, Vice-Président du Syndicat,
M. Jacques BOYER, Vice-Président du Syndicat.

Etaient absents :

M. Jean POUZACHE, Vice-Président du Syndicat,
M. René UGHETTO, Vice-Président du Syndicat,
M. Jacky BARBE, Vice-Président du Syndicat.

A été élu secrétaire de séance : M. Max THIBON.

**OBJET : N° 1.2. – ADMINISTRATION GENERALE –
DEGATS INTEMPERIES 23 / 24 OCTOBRE 2013 –
DEMANDE PARTICIPATIONS FINANCIERES -**

Envoyé en préfecture le 17/02/2014

Reçu en préfecture le 17/02/2014

Affiché le



(La présente délibération a été soumise à l'examen du Bureau en vertu de l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales et de la délibération du Comité Syndical en date du 23 novembre 2009).

D'importantes précipitations se sont abattues sur l'Ardèche Méridionale les 23 et 24 octobre 2013 engendrant des dégâts sur l'ensemble de ce territoire et notamment sur les équipements patrimoniaux du SEBA. Un premier état provisoire a été dressé par le délégataire du SEBA, en l'occurrence la SAUR, lequel a été adressé en Préfecture le 13 novembre. Un arrêté préfectoral de dérogation générale en date du 21 novembre 2013 a autorisé les collectivités publiques concernées à commencer les travaux d'urgence de réparation et de reconstruction des biens assurables avant le dépôt d'un dossier complet de demande de subvention. Parallèlement, le 14 novembre 2013, le SEBA a déclaré le sinistre auprès de son assureur, en l'occurrence la SMACL, au titre des dommages aux biens en vue d'une indemnisation.

Par arrêté paru au Journal Officiel en date du 27 novembre 2013, les Communes de Saint-Andéols-de-Vals, Tauriers et Vals-les-Bains ont été reconnues en état de catastrophe naturelle.

Conformément aux instructions de la circulaire préfectorale en date du 20 octobre, complétée par celle du 19 décembre 2013, il y a lieu de déposer avant le 23 février 2014 un dossier en trois exemplaires comprenant :

- Une demande signée du maître d'ouvrage énumérant un certain nombre d'informations ;
- Une délibération de la collectivité sollicitant le bénéfice de la subvention et approuvant le plan de financement ;
- Un reportage photographique montrant les dégâts subis et des plans des biens non assurables concernés ;
- Un plan de financement prévisionnel ;
- En cas de travaux d'extrême urgence, une attestation de commencement de ceux-ci précisant leur nature et leur montant ;
- Une attestation de non commencement pour les travaux ne présentant pas un caractère d'extrême urgence.

L'ensemble des éléments du dossier – en cours de constitution – a été présenté en cours de séance.

Le Bureau Syndical est appelé à approuver le dossier à présenter à l'Etat, à la Région, au Département et à l'Agence de l'Eau en vue de solliciter une aide financière.

Après en avoir délibéré, le Bureau Syndical, à l'unanimité des membres présents, **ADOpte** ces propositions.

POUR EXTRAIT CERTIFIE CONFORME,
Le Président,

Jean PASCAL